

Patriotisme économique : réfléchissez, mon Général, mais pas trop longtemps !



À ma question concernant le patriotisme économique lors de la visioconférence sur YouTube avec le général Martinez, le samedi 23 janvier, animée par Mike Borowski, j'ai reçu la réponse suivante – 2 h 17 – « Pour l'instant je ne vais pas donner de réponse, ce sujet est en réflexion comme de nombreux sujets actuellement ».

<https://www.youtube.com/watch?v=gs1P1tJSQL0&feature=youtu.be>

Évidemment nous devons réfléchir, réfléchir tous ensemble parce que nous savons que le patriotisme n'est pas que culturel et identitaire, mais aussi économique.

Réfléchissons, mon Général, à toutes les entreprises qui souvent dépendaient des commandes de l'État et aujourd'hui, faute de protectionnisme économique, ne sont plus « de France

».

Réfléchissons : les turbines Alstom ? Vendues à l'Américain General Electric. Les câbles ? Vendus à Nexans que contrôle le Chilien Quinenco. Les chantiers navals ? Vendus aux Italiens de Fincantieri. Les télécoms ? Alcatel vendu à Luent puis racheté par le Finlandais Nokia. Lafarge ? bradé au Suisse Holcim. Technip ? aux Américains. Arcelor ? au ferrailleur indien Mittal. L'aéroport de Toulouse ? aux Chinois, etc.

Plus de masques français, plus de médicaments français, plus de jouets français, plus de deux-roues, plus de meubles, plus de chaussures, plus d'électronique, plus de plastique, jusqu'où laissera-t-on faire ?

Réfléchissons, réfléchissons aux milliers d'usines fermées, aux millions d'emplois industriels que nous avons perdus, pendant que nos « amis » allemands ont su les garder en les subventionnant à coups de milliards d'argent public, mais aussi en privilégiant le dialogue et l'implication sociale plutôt que le conflit permanent et ses grèves délétères et inutiles.

Comme vous l'avez dit vous-même, mon Général, il faudrait « corriger les excès d'un système corrompu, soumis à l'oligarchie financière apatride qui travaille, guidée par une idéologie mondialiste et progressiste, à la disparition des nations », pour paraphraser votre plaquette « Mes grandes orientations pour la France » distribuée lors du congrès VPF de Montauban, en octobre dernier.

Réfléchissons à transformer l'APE, l'agence des participations de l'État en fonds souverain de grande ampleur qui pourrait appuyer l'industrie en soutien patriotique. Réfléchissons à lancer une grande souscription privée nationale, réfléchissons à engager des investissements publics en petite quantité mais en grande conséquence. Rien n'est impossible, si on s'autorise tout, sortons de la logique de la start-up nation. Il n'y a pas de vieille industrie, il n'y a que des industries qui n'innovent et n'investissent pas assez.

Le patriotisme économique ce n'est pas de l'économie administrée, c'est un combat pour la survie de notre pays. Nationaliser partiellement, les Américains, les Japonais, les Britanniques, ces grands « champions » du libéralisme le font, sans vergogne et sans états d'âme. Pourquoi pas nous ? Soyons audacieux, soyons créatifs, soyons solidaires.

L'État est bien entré au capital de Peugeot pour 800 millions d'euros, avec comme résultat le sauvetage de l'entreprise. Les contribuables qui avaient souscrit 800 millions d'euros au capital de Peugeot-Citroën réalisèrent une plus-value de 1 milliard 120 millions d'euros. Voilà l'exemple d'une belle nationalisation partielle et discrète.

Inspirons-nous des plans industriels des « Trente Glorieuses » où chaque projet de renaissance sectorielle partait d'une alliance entre les ressources publiques et les moyens privés. Réfléchissez, mon Général, mais pas trop longtemps.

Daniel Albout